



Nice, le 20 janvier 2026

Monsieur le Président du  
Département des Alpes Maritimes

Objet : Demande d'extension du Complément de Traitement Indiciaire (CTI) à l'ensemble des agents départementaux – Fin des exclusions du Ségur

Monsieur le Président,

Le Syndicat CGT du Conseil départemental des Alpes-Maritimes souhaite, par la présente, vous interpeller au sujet de l'application du Complément de Traitement Indiciaire (CTI), issu des mesures dites du Ségur de la Santé et désormais consolidé par la Loi de financement de la sécurité sociale, qui consacre une aide pérenne de 85 millions d'euros aux départements pour garantir son financement.

Si nous nous félicitons que ces crédits nationaux deviennent enfin durables, nous dénonçons avec force la situation inéquitable qui demeure au sein de notre collectivité : trop d'agents départementaux restent exclus du Ségur, alors même qu'ils participent pleinement au service public d'action sociale et médico-sociale.

#### 1. Les personnels administratifs : maillon indispensable, pourtant ignoré

Dans nos Maisons des Solidarités Départementales, les personnels administratifs assurent l'accueil, l'appui logistique, le suivi des dossiers, la continuité du service et l'interface avec les usagers. Sans eux, aucune politique sociale ne peut être mise en œuvre.

Pourtant, ils demeurent les grands oubliés du Ségur, alors même que les agents des associations financées par le Département, exerçant parfois les mêmes missions supports, bénéficient du CTI.

#### 2. Les travailleurs sociaux de la DRH : profession reconnus partout... sauf chez nous

Les travailleurs sociaux placés à la Direction des Ressources Humaines sont pleinement qualifiés, indispensables au fonctionnement de la collectivité. Leur non-éligibilité actuelle n'a aucune justification fonctionnelle et crée une rupture d'égalité entre professionnels partageant les mêmes métiers.

### 3. Les assistants familiaux : une injustice criante

Les assistants familiaux du Département assurent 24h/24 la protection, l'hébergement et l'éducation d'enfants confiés par l'Aide sociale à l'enfance. Leur engagement quotidien devrait naturellement leur ouvrir droit au CTI.

### 4. Un paradoxe local : le Département finance le Ségur... mais pas pour ses propres agents

Le Département inclut systématiquement le CTI dans les financements des associations, mais ne reconnaît pas les mêmes droits à ses propres agents.

### 5. Ce que nous demandons

- L'extension du CTI aux personnels administratifs du secteur social et médico-social.
- L'attribution du CTI aux travailleurs sociaux de la DRH.
- L'intégration des assistants familiaux dans le dispositif.
- Une révision globale de la cartographie des bénéficiaires pour garantir l'égalité de traitement entre agents départementaux et salariés associatifs financés par la collectivité.

Nous vous demandons l'ouverture, dans les plus brefs délais, d'un espace de négociation sur cette question, et l'inscription du sujet à l'ordre du jour de la prochaine F3SCT.

Veuillez recevoir, Monsieur le Président, nos salutations distinguées.

Le Secrétaire Général



T TRIPODI

**UNION SYNDICALE CGT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ALPES MARITIMES**

*CADAM Bât Cheiron bureaux 51, 52, 53*

B.P. 3007

06201 NICE CEDEX 3

MAIL : [cgt@departement06.fr](mailto:cgt@departement06.fr) SITE : <http://www.cgtcd06.fr> TEL : 04 97 18 72 20